

Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL

LUNDI 27 JUIN 2011 - 25 RADJAB 1432 - N° 4332 - PRIX 10 DA

DROGUE ET TOXICOMANIE

Une stratégie de lutte à partir d'octobre

UNE STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LA TOXICOMANIE 2011-2015 SERA LANCÉE À PARTIR D'OCTOBRE PROCHAIN, POUR RÉDUIRE LA DEMANDE ET NEUTRALISER L'OFFRE DES STUPÉFIANTS, A ANNONCÉ, HIER, LORS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE À ALGER, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OFFICE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LA TOXICOMANIE (ONLCDT), ABDELMALEK SAYEH.



Photo : Fouad S.

M. SAYAH Abdelmalek

Cette stratégie qui est en phase de projet et qui sera examinée par le gouvernement en septembre prochain avant adoption, vise à «définir un programme national autour d'actions multisectorielles adaptées à l'évolution et à la diversification du phénomène de la drogue au niveau national», a ajouté M. Sayeh.

Ces actions porteront globalement sur des mesures de renforcement et de coordination intersectorielle, de communication et d'information, de prévention et de sensibilisation, ainsi que des mesures d'intervention en milieu scolaire, universitaire, professionnel et autres, a-t-il dit. D'autres mesures de proximité au niveau des quartiers, cafés, mosquées et stades... sont également concernés par ces actions. Il

s'agit aussi des mesures d'amélioration des traitements et des conditions de prise en charge moderne, de soutien, de suivi et d'aide aux groupes vulnérables et toxicomanes.

A cet effet, le DG de l'ONLCDT a appelé à la mise en œuvre «urgente» d'un programme d'actions opérationnel de lutte contre la drogue par secteur et en relation avec l'Office avec la définition d'objectifs et résultats à atteindre.

Au sujet de la prévention, de la sensibilisation et de la réduction des risques liés à la drogue, M. Sayeh a mis l'accent sur l'«urgence» de la mise en place d'un plan de prévention axé sur les personnes vulnérables, sur les familles et parents des toxicomanes, sur les acteurs de proximité notam-

ment les associations. A cet égard, il a appelé à la mobilisation des associations actives, des familles et des personnes dans les actions de sensibilisation et de prise en charge notamment au niveau des quartiers. Selon ce responsable, la meilleure politique de lutte contre ce phénomène était celle axée sur la connaissance chiffrée et surtout de son suivi et évaluation périodique.

Cette évaluation statistique, a-t-il souligné, peut être assurée par un système de suivi et d'observation permanent autour d'une structure qui sera chargée de la collecte de données, de traitement et d'analyse qui permettrait une meilleure efficacité des actions à développer.

■ Synthèse Samira B.